

*Initiatives ministérielles*

J'espère que le présent gouvernement apportera une réponse. Il n'est pas facile de trouver des fonds de nos jours, mais ce gouvernement a réagi lors de la crise précédente au moyen du Programme d'adaptation des pêches de l'Atlantique, du programme d'assurance-pêche et grâce à d'autres programmes de la Planification de l'emploi qui ont permis aux gens de ces collectivités de faire face à ces difficultés.

De même, la surcapacité du secteur des pâtes et papiers a produit un impact négatif dans nos régions. On peut le constater, par exemple, à Liverpool, en Nouvelle-Écosse. La compagnie Bowater-Mersey Paper Co. Ltd. a dû imposer des réductions et faire des mises à pied. Heureusement, les signes montrent une certaine amélioration et les heures de travail augmentent à cet endroit. Les gens qui possèdent des terres à bois ont certainement été touchés car ils ne peuvent pas vendre autant de leur bois coupé qu'ils le voudraient.

Enfin, il est bien entendu que nous devons relever le défi en agriculture. J'aimerais dire que toute la question, maintenant publique, préoccupe depuis plusieurs mois ceux d'entre nous qui s'intéressent à l'agriculture. Le système de gestion de l'offre et la préservation de notre sécurité alimentaire au Canada sont d'une importance primordiale dans ma province de Nouvelle-Écosse, comme ils le sont sans doute partout ailleurs au pays.

J'aimerais encourager tous les députés de cette Chambre à appuyer sans restriction les efforts faits, sous le leadership de notre premier ministre, en vue d'assurer que les négociations du GATT nous permettent de préserver notre sécurité alimentaire si cruciale, notre culture fondée sur la ferme familiale, et en vue d'assurer aussi que les consommateurs canadiens puissent toujours, en faisant leur marché, obtenir des produits frais—lait, oeufs, poulet, dinde ou autres.

Nous devons reconnaître que les défis seront difficiles à relever, mais nous continuerons de le faire. Le budget, il me semble, indique que le Canada prend un virage, que la reprise économique est amorcée et qu'une croissance soutenue s'annonce. Il renferme des mesures qui stimuleront davantage notre économie.

On avait émis de nombreuses hypothèses quant aux mesures fiscales qu'il contiendrait. Personne n'aime être taxé. Je pense que le ministre des Finances a frappé un circuit dès sa première sortie lorsqu'il nous a présenté un budget qui ne contient absolument aucune nouvelle taxe et qui prévoit même une légère réduction d'impôt pour les particuliers.

Évidemment, mes collègues d'en face ont décrié cette réduction disant qu'elle était insignifiante. Je ne pense pas que les contribuables qui s'aperçoivent qu'ils vont économiser quelques dollars en impôt sur le revenu cette année et même les années à venir la trouveront insignifiante.

Il en va de même pour le Régime d'accession à la propriété qui offre un avantage exceptionnel à beaucoup de Canadiens. Les particuliers pourront retirer jusqu'à 20 000 dollars de leur épargne-retraite sans payer d'impôt pour acheter ou faire construire une maison et auront quinze ans pour rembourser cet argent.

J'ai déjà reçu des appels téléphoniques d'électeurs de ma circonscription et même d'ailleurs au pays qui sont vraiment enchantés de voir que le gouvernement a accepté la recommandation de l'Association canadienne de l'immeuble et de divers autres organismes et aussi de mes collègues d'en face, parce que cette mesure sera extrêmement avantageuse et aura un effet stimulant sur notre économie.

En même temps, j'ai entendu—j'allais dire—beaucoup de «râlage», mais ce n'est peut-être pas poli ni conforme à l'éthique parlementaire. J'ai entendu de l'autre côté de la Chambre beaucoup de bruit à l'effet qu'on n'avait rien prévu dans ce budget pour aider les gens qui sont actuellement en chômage au Canada.

Il existe deux façons d'envisager la création d'emplois. D'après celle qui semble avoir cours de l'autre côté de cette Chambre, le gouvernement n'a d'autre choix, pour remettre les gens au travail, que de les embaucher lui-même même s'il faut pour cela grossir les rangs de la fonction publique, créer des projets ponctuels, des sociétés d'État, des conseils consultatifs, des organismes, etc.

Bien sûr, nous avons vu ce type de gouvernement pendant de nombreuses années et il a laissé au pays des dettes qui sont comme un boulet que les Canadiens doivent traîner avec eux.

Ce n'est pas comme cela que l'on crée des emplois. La bonne façon pour un gouvernement de créer des emplois, c'est de reconnaître qu'il appartient au secteur privé et aux entreprises florissantes d'offrir des emplois aux gens et de leur permettre de gagner leur vie.

Ce sont les entreprises qui créent les emplois. Ce sont les entreprises de fabrication et de transformation qui nous offrent non seulement des possibilités exceptionnelles de créer des emplois, mais aussi la possibilité d'exploiter les avantages et les ressources que ce pays a le bonheur de posséder.